

# DEBOUT POUR L'ÉCOLE!

## Rencontre citoyenne sur l'éducation

Samedi 11 mai 2019 de 9 h 30 à 16 h 30

à l'UQAM, au Pavillon Hubert-Aquin

### Remettre le système d'éducation sur ses rails : quels sont les chantiers prioritaires ?

À l'instar de très nombreux citoyennes et citoyens, dont des travailleuses et travailleurs de l'éducation, des spécialistes des sciences de l'éducation, des militantes et militants syndicaux et de certains partis politiques, le collectif **Debout pour l'école!** considère que notre système d'éducation est loin d'être à la hauteur des idéaux démocratiques d'équité et de justice sociale qui imprégnaient le Rapport Parent de 1964, assise du système d'éducation du Québec moderne.

De dérives bureaucratiques en coupes budgétaires, d'incuries managériales en lubies pédagogiques, l'éducation au Québec se retrouve en piètre état en 2019.

Quels sont les chantiers prioritaires auxquels nous devons travailler pour faire de l'école une composante dynamique de la société québécoise, à la fois creuset d'une culture commune, lieu d'apprentissage du vivre ensemble et véritable moteur de justice sociale ?

Pour amorcer la réflexion sur les grands enjeux de l'éducation, **Debout pour l'école!** a interviewé M. **Guy Rocher**, sociologue, sur le passé et l'avenir de l'éducation au Québec. Nous vous invitons à regarder une courte vidéo où avec une profondeur et une élégance rares, il nous invite à ouvrir notre regard et nos perspectives.

[Lien vidéo](#) (le mot de passe est debout)

Voici la synthèse des propos tenus dans les ateliers et dans la plénière de fin de journée<sup>1</sup>

|                         |       |
|-------------------------|-------|
| Synthèse de l'atelier 1 | p. 2  |
| Synthèse de l'atelier 2 | p. 5  |
| Synthèse de l'atelier 3 | p. 8  |
| Synthèse de la plénière | p. 12 |

---

<sup>1</sup> Ce document est rédigé en tenant compte des *Rectifications orthographiques* adoptées par l'Académie française en décembre 1990.

# DEBOUT POUR L'ÉCOLE!



## **Synthèse de l'atelier 1<sup>2</sup> :** **Mixité sociale, projets particuliers et mission de l'école :** **remettre le cap sur l'équité.**

Le rapport de 2016 du **Conseil supérieur de l'éducation (CSÉ)** et le **Mouvement L'école ensemble** ont lancé l'alerte : le système scolaire québécois est inéquitable. Selon une étude de l'**Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS)**, près de 40 % des élèves inscrits au secondaire étudient en dehors du système public régulier, soit dans le réseau privé, soit dans des programmes particuliers sélectifs. Comment remettre le cap sur l'équité, assurer une éducation gratuite de qualité pour tous et toutes, en favorisant le vivre ensemble par l'éducation ?

Personne ne remet en question l'existence de la ségrégation scolaire ni l'ampleur de ce problème qui accentue les inégalités sociales, les exacerbe, alors que la mixité scolaire aiderait beaucoup les élèves les plus à risque, sans nuire aux autres, selon le rapport du CSÉ de 2016.

### **Une série d'éléments qui renforcent et expliquent la ségrégation scolaire :**

- L'état lamentable du parc immobilier de l'école publique, qui à lui seul explique le choix d'une école privée par certains parents ;
- Au public, le manque ou parfois l'absence des services professionnels nécessaires ;
- La taille des écoles privées, le sentiment d'appartenance plus difficile à développer dans le public ;
- L'absence de stabilité des personnels scolaires, qu'on maintient volontairement dans la précarité, au public ;
- La dévalorisation insidieuse qui est faite de l'école publique ;
- La mode de la recherche d'une « plus-value » scolaire par les parents du privé ;
- L'air du temps est l'individualisme ; les familles sont moins nombreuses. Tous veulent le mieux pour leur enfant (on pose le problème au niveau individuel et non social).

Une idée « transversale », revenue sous diverses formes, évoque une préoccupation pour la taille de l'école, sa prise en charge par la communauté, le partage des

---

<sup>2</sup> Quelques remarques pertinentes n'ont pas d'écho dans une synthèse, mais les notes ont été soigneusement gardées !

responsabilités avec les parents ; on souhaite une école de proximité, la stabilité de l'équipe-école.

### **Des pistes de réflexion et de solutions ?**

- La fin du financement public des écoles privées fait consensus, mais force est de constater que cette revendication légitime (qui date de 50 ans) va tarder à s'imposer ; il faut continuer à la réclamer, ne pas tomber dans le piège de demander seulement que les écoles privées fassent leur part avec les élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation et d'apprentissage (HDAA), car c'est insuffisant et sans possibilité de contrôle.
- Retirer la possibilité de choix parental dans la loi, bien que ce soit manifestement très difficile, d'autant que la CAQ donne à fond dans le libre choix.
- Même si on peut relever des formes de concertation, quelques éléments nuisent à une convergence des efforts qui seraient nécessaires pour améliorer l'équité scolaire. Il y a une certaine forme de corporatisme dans l'action syndicale, la présence de syndicats du privé dans certaines de ses organisations les rend timides, des intérêts spécifiques, pas nécessairement divergents, mais différents (citoyens, syndicaux, parents) font qu'on ne parle pas nécessairement le même langage.
- Mieux diffuser les projets régionaux ou locaux qui marchent au public et continuer à déconstruire le discours du privé (sur l'encadrement, la sélection, la logique de marché, les fondations, l'aspect métropolitain de la question).

### **Des questions à approfondir :**

- Les paliers de pouvoir (qui, quoi, pourquoi ?) : les écoles à charte sont décriées, les CS, les municipalités, les régions ;
- La question même des *projets particuliers* (que recouvre d'ailleurs ce terme ?) et du parascolaire : le financement, la sélection, l'élitisme, tout cela n'est pas la même chose et remet en question la mission même de l'école. L'approche de la CAQ à leur égard mérite d'être creusée ; les projets ou profils particuliers peuvent être critiqués par qui refuse l'école marchande, mais il y a quand même des choses à garder et une forme d'enrichissement qu'apportent ces projets peut aider à construire un rapport plus positif à l'école. Il faudrait documenter cette question et mieux articuler le discours critique.

- Le besoin (ou non !) d'un état des lieux de l'éducation, sinon une commission Parent 2,0, mais plusieurs mettent des bémols sur cette formule : il y a danger de récupération politique alors que la parole devrait être aux citoyennes et aux citoyens.

*« Si des gens sont prêts à payer plus que leurs impôts pour une meilleure école, c'est que le système d'éducation a un gros problème ! »*

Un ministre conservateur de l'éducation au Nouveau-Brunswick

À lire :

*Les programmes particuliers du secondaire public : un regard critique s'impose.*

**Lien**

# DEBOUT POUR L'ÉCOLE!



## Synthèse de l'atelier 2 L'approche managériale de l'éducation, de la petite école à l'université : comment la combattre ?

De l'école obligatoire aux études supérieures, le système scolaire est maintenant imprégné d'une conception managériale de l'éducation, plutôt que d'être mis au service de l'exercice d'un droit fondamental dans un État démocratique. Cette vision s'insère dans les pratiques d'instruction et de formation, et les dévoie vers des objectifs chiffrés de performance avec l'obsession de l'évaluation des produits. La « réussite scolaire » devient le but ultime de l'éducation, comme si réussir des examens formatés pour une correction automatisée était synonyme d'acquisition de connaissances, d'expériences humaines et de valeurs. Comment combattre cette vision par des gestes au quotidien, mais aussi par des actions collectives conséquentes ?

### Qu'est-ce que l'école managériale, comment se manifeste-t-elle dans la vie scolaire ?

Une école managériale est utilitariste, basée sur une raison instrumentale. Elle mobilise comme leviers la mesure, l'évaluation (de la performance), la quantification, la régulation exogène et la surveillance, l'atomisation des tâches ainsi que l'imputabilité des individus.

L'École managériale obnubile les facteurs sociodémographiques de la réussite et de la non-réussite scolaires et « biologise »<sup>3</sup>, voire « neurologise » une norme scolaire et les élèves qui s'en éloignent, notamment à l'aide des « données probantes » issues d'une forme de scientisme se présentant comme un ensemble de recettes à appliquer. Ce faisant, elle réduit l'autonomie des actrices et acteurs scolaires, exige l'accélération perpétuelle et des rapports de pouvoir hiérarchisants<sup>4</sup>. Elle impose la comparaison interélèves, interenseignants et interécoles dans une perspective de concurrence. C'est dans cette perspective que l'École est pilotée par les résultats aux évaluations et la « terreur de la performativité ».

En individualisant la responsabilité de la réussite scolaire et en pathologisant l'écart à la norme arbitrairement définie, l'État se dédouane de ses responsabilités de justice redistributive et de lutte à la pauvreté. Le fardeau de la non-réussite reposerait ainsi sur

---

<sup>3</sup> À lire : David Auclair, *Bio-logique : du nouveau management à l'école*, Varia, 2016.

<sup>4</sup> À lire : Marie-France Maranda, Simon Viviers (dir.), *L'école en souffrance. Psychodynamique du travail en milieu scolaire*, Québec, Presses de l'Université Laval, collection Trajectoires professionnelles et marché du travail contemporain, 2011.

les élèves et leurs « manques », ainsi que sur les enseignantes et enseignants qui appliqueraient mal les recettes.

### **Pourquoi est-elle peu contestée ?**

L'école managériale serait peu contestée, parce qu'elle est véhiculée par et à travers l'idée (l'illusion) de la liberté individuelle et l'appel au « sens commun » qui favorisent l'adhésion des actrices et des acteurs sociaux, aux dépens même de leurs besoins. Elle parvient ainsi à récupérer des concepts au service de sa mécanique gestionnaire, micrométrée et axée sur la conformité mathématique.

Cette idéologie managériale se trouve aussi dans l'enseignement supérieur, où elle agit à travers l'assurance qualité, la reddition de comptes, la quantification de la recherche aux dépens de sa profondeur et de sa qualité. Ses processus sont opaques et inaccessibles, réduisant la possibilité de la questionner, de la critiquer, d'autant plus que sa vision quantitative se présente comme étant au-dessus de la critique.

En standardisant les pratiques, notamment en recommandant aux enseignantes et enseignants la reproduction fidèle de « meilleures pratiques » décontextualisées, l'école managériale déshumanise l'éducation. Les valeurs humanistes n'ont plus de place — on leur substitue les valeurs marchandes, une logique de marché, productiviste. Pourtant, l'école ne produit pas des machines : elle accompagne des personnes, des citoyennes et citoyens, et permet leur développement

### **Comment combattre l'idéologie managériale dans le système scolaire ?**

Il nous faut réhumaniser le système scolaire, de la petite école à l'université, en revendiquant notamment qu'on y travaille pour des humaines, pas pour les chiffres. Nous identifions les pistes suivantes :

1. Se donner et diffuser des instruments de la pensée, des cadres théoriques qui permettent d'organiser et de traduire la pensée et surtout la pensée critique ;
2. Créer des communautés de partage, des espaces autogouvernés, ouverts aux approches narratives, expérientielles et conscientisantes ;
3. Créer des alliances avec la communauté, les actrices et acteurs sociaux, le monde des arts, les mouvements sociaux ;
4. Identifier, dégager les valeurs fondamentales, dont celles des enseignantes et enseignants, des élèves, pour mettre le doigt sur les points les plus importants ;
5. Reconnaître que le combat que nous menons est idéologique, qu'il s'oppose à l'idéologie marchande par la promotion des valeurs démocratiques et humanistes, et que ce combat exige que les actrices et acteurs disposent de temps, d'autonomie, de structures de gouvernance démocratiques ;
6. Émanciper les structures de gouvernance du milieu des affaires et y réhabiliter la parole citoyenne ;

7. Réinvestir les mots, réinvestir les discours, redonner du sens à l'éducation, dépasser l'indignation et le fatalisme et agir en fonction des valeurs que l'on se donne ;
8. Créer la fronde, arrêter d'être en réaction et inscrire notre critique et notre vision dans un projet politique.

À lire :

*L'école managériale et sa contrepartie*

[Lien](#)

*L'université, une institution à refonder*

[Lien](#)

*La loi du silence*

[Lien](#)

# DEBOUT POUR L'ÉCOLE!

## Synthèse de l'atelier 3

### Quelle éducation voulons-nous? Quelle place pour les savoirs fondamentaux au cours de la scolarité obligatoire et quelles exigences aux études supérieures ?

Conséquence de l'approche managériale de l'éducation et de la prédominance du développement du capital (qu'on confond avec l'économie) sur la culture, les objectifs fondamentaux du système scolaire, à savoir l'instruction au cours de la formation obligatoire et l'appropriation et la production de savoirs critiques à l'université, sont-ils en train de disparaître ? Quelle analyse critique des cursus scolaires et de leurs exigences faut-il produire, quels changements faut-il impulser à court et à moyen termes ?

#### L'état du système d'éducation public

Les participants s'accordent sur le fait que l'école publique est en mauvais état au Québec, que l'on fait face de plus en plus à un système élitiste qui laisse de côté la justice sociale, que l'école a besoin de développer une culture humaniste plus qu'utilitariste.

Se reposer la question : à quoi sert l'école, quels sont ses buts ? On observe des changements profonds depuis quelques dizaines d'années, et cela dans un sens qui n'est guère favorable aux élèves. L'école se transforme, sans consultations et de façon désordonnée, sans vision à long terme.

Les participants ont insisté sur la nécessité d'une vraie culture pour nos jeunes de façon à les aider à devenir des citoyens engagés. En effet, que signifiera citoyenneté dans 20 ans si la transmission culturelle, y compris celle de la langue, est problématique ? Il est crucial de développer un humanisme et une culture citoyenne qui permette de fédérer différentes cultures à l'heure des immigrations.

Aux buts originaux de l'école, *instruire* et *socialiser* les jeunes générations<sup>5</sup>, le Ministère, après 1995, a ajouté *qualifier*. De plus, dans une société démocratique, l'école se doit, par définition, de favoriser l'équité sociale. Mais on voit bien que ce n'est pas actuellement le cas, au contraire : loin d'atténuer les inégalités sociales, on les renforce, dit le Conseil supérieur de l'éducation, entre autres dans son rapport de 2016.

---

<sup>5</sup> Ministère de l'Éducation : *Les trois grands axes de la mission de l'école québécoise*.



**Instruire** suppose de développer les connaissances de l'enfant, faire acquérir des savoirs fondamentaux, développer sa pensée et former son esprit afin d'en faire une citoyenne ou un citoyen capable de comprendre le monde qui l'entoure, de le critiquer et d'y agir de façon responsable.

Cela implique de s'approprier une véritable culture humaniste. Or qu'en est-il ? On constate que les programmes scolaires sont de plus en plus focalisés sur les besoins à court terme d'une société toujours plus compétitive à laquelle on sacrifie des aspects de la formation jugés moins « utiles » (sciences humaines, arts). Malheureusement, ce sont souvent les dimensions culturelles qui sont laissées pour compte.

### **Développer à l'école une culture de l'écrit**

Ainsi, comment développer sa pensée et s'approprier une culture si on n'offre pas aux élèves les moyens de disposer d'un outil indispensable : la langue et le langage, particulièrement l'écriture et la lecture ? Or, malgré les affirmations des ministères successifs, cela n'est pas une priorité pour l'école quand on voit ce qui s'y passe. En effet, on sait depuis plusieurs années que le Québec compte de nombreuses personnes dont le niveau de compréhension en lecture est déficient, soit parce qu'elles sont analphabètes, soit parce qu'elles éprouvent de grandes difficultés de lecture<sup>6</sup>. Cela s'applique à près de la moitié des personnes âgées 16 à 46 ans (10 % ont de 16 à 25 ans et 39 % de 26 à 46 ans). Par ailleurs, plus du quart (27 %) des diplômés universitaires seraient des analphabètes fonctionnels, selon des données transmises par l'Institut de la statistique du Québec.

Il est clair qu'il y a urgence à développer *la culture de l'écrit*, et que ce n'est pas dans les conditions actuelles de la classe qu'on va y parvenir. Des enquêtes montrent qu'on peut n'écrire qu'aussi peu que quatre fois par an dans la classe de français, sans parler des autres disciplines scolaires (matières) où on n'écrit presque jamais et où on lit fort peu. Ces faiblesses de la culture de l'écrit continuent même à l'université, lieu par excellence du développement de la pensée.

Mais comment exiger davantage des enseignantes et des enseignants de l'école publique quand on connaît la difficulté, la lourdeur de leur travail actuellement. Quand on connaît la pression que fait peser sur eux la conception rigide de l'évaluation telle qu'imposée par les « structures » : notes, examens, diplôme, qui mesurent de plus en plus la « réussite scolaire » et qui orientent et pervertissent le travail en classe (Tout pour l'examen, d'ailleurs mal conçu, braqué sur le résultat plutôt que sur l'effort et sur de solides connaissances et compétences).

L'éducation se réduit de plus en plus à préparer l'examen, à voir ce dernier non pas comme le moyen de faire le point sur une formation humaniste, mais plutôt comme au service de l'entrée sur le marché du travail. C'est cette dimension qui correspond au troisième axe de la mission de l'école selon le ministère : **qualifier**.

---

<sup>6</sup> Qu'on désigne sous le terme *d'analphabetes fonctionnels*. Selon le professeur Paul Bélanger de l'UQAM, le terme s'applique à « des personnes qui savent lire, écrire et compter, mais qui, dans certaines situations, ne sont pas capables de comprendre des concepts plus complexes ».

Il y aurait à interroger là aussi la formation reçue par les futurs enseignants et enseignantes à l'université, formation qui peut leur permettre ou non d'interroger les contenus scolaires et de les adapter à leurs élèves. Il en va de même pour le grave problème causé par le fait que près du tiers des enseignants et enseignantes sont amenés à enseigner des matières ou à des types d'élèves pour lesquels ils n'ont pas été formés<sup>7</sup>. Existe-t-il beaucoup de domaines où l'on accepterait une telle situation ?

Dans ces conditions, il est d'autant plus facile de faire des pressions indues sur les enseignants et enseignantes, qu'elles proviennent de l'intérieur du système – de l'administration scolaire – autant que des parents et même des grandes corporations, notamment du monde numérique, qui se permettent d'introduire dans les classes du matériel sans que celui-ci soit soumis à une évaluation.

À propos de l'introduction du numérique à l'école, de grandes inquiétudes se font jour parmi les enseignants et enseignantes. On assiste à un lobbying sans précédent pour le faire pénétrer dans les classes<sup>8</sup>, même celles du primaire, alors qu'il faudrait montrer la plus grande prudence envers ce qui peut être un important facteur d'aliénation s'il n'est pas intégré à une culture et à des capacités langagières suffisantes pour lui donner sa juste place. Il ne faudrait pas oublier que le numérique est un outil seulement et ne doit pas mettre à mal l'autonomie des enseignantes et enseignants déjà très amoindrie.

Et c'est sans compter la tendance déjà lourde de l'enseignement à distance, à l'université, mais de plus en plus dans les écoles, avec des contenus prêts à être absorbés. On se demande alors où se situent les rapports humains, le développement de la pensée et de l'esprit critique, ainsi que de la conscience citoyenne.

### **Les priorités en ce qui concerne les contenus scolaires**

Sur quoi intervenir d'urgence ? Un premier point, pour que l'école développe une vraie culture humaniste, personnelle et citoyenne : on ne peut se contenter d'une école utilitaire, qui conçoit son but comme la réussite aux examens tels qu'ils existent actuellement, qui ne voit pas l'élève comme une personne et un citoyen ou une citoyenne. L'école se doit d'avoir une vision à long terme et non être à la remorque des modes sans aucun recul critique.

Pour un réel développement de la pensée, qui ouvre l'esprit et permet de prendre conscience de sa place dans la société, il est impératif et urgent de mettre l'accent sur la **culture de l'écrit**, de faire lire et écrire sérieusement, et cela non seulement dans les cours de français, mais aussi dans les principales disciplines.

De plus, il est important de surveiller l'implantation du numérique, la contrôler pour mettre en place une véritable *culture numérique*, et non se laisser imposer n'importe quel produit des grandes corporations.

---

<sup>7</sup> « Un gros 25 % à 30 % », dit le chercheur Maurice Tardif de l'Université de Montréal

<sup>8</sup> Du matériel informatique est de plus en plus imposé sans que les contenus et les impacts de leur utilisation ne soient discutés.

De tels changements nécessitent un débat citoyen, une mobilisation et l'élaboration d'un contre-discours. Pour cela, on pourrait proposer l'organisation de **forums citoyens**<sup>9</sup>, ouverts et décentralisés, où la population large pourrait donner son avis sur la définition et la place des savoirs fondamentaux à l'école.

À lire :

*Autorité et éducation*

[Lien](#)

*Et si, à l'école, on apprenait à penser...*

[Lien](#)

---

<sup>9</sup> Il ne s'agirait nullement d'une *commission d'enquête*, lourde et potentiellement contrôlée par des lobbys puissants ou des institutions, au détriment de la parole citoyenne.

## **Synthèse de la plénière de la fin de la Rencontre**

La plénière a commencé par la présentation d'une synthèse des propos tenus dans les trois ateliers (voir plus haut). Puis des pistes de travail/d'intervention/d'action à court et à moyen terme ont été évoquées.

### **Un Observatoire ou un forum citoyen pour un grand débat sur l'éducation**

La mise sur pied d'un forum ou d'un observatoire citoyen de l'éducation (ou d'une autre formule qui ne soit pas encadrée par l'État, comme le sont les états généraux ou les commissions d'enquête) semble nécessaire pour propulser dans la société québécoise une réflexion en profondeur sur le système d'éducation. Cela pourrait mobiliser, outre l'IRIS, tous les intervenants (institutions comme citoyens) du domaine de l'éducation afin de fédérer les énergies et de gagner en crédibilité dans nos luttes pour une autre école. Dans cette veine, il est souligné qu'il faut réussir à « fomenter » (*sic*) un débat social et citoyen. La parole doit d'abord être aux parents et à celles et ceux qui travaillent en éducation. Le contexte social actuel s'y prête : il y a une réelle inquiétude dans la population au sujet de l'état du système d'éducation. L'éducation appartient à la société, mais celle-ci en a été dépossédée.

### **Les commissions scolaires (CS)**

On ne peut pas, comme groupe qui intervient sur l'éducation et son avenir, ne pas se préoccuper de la question de l'avenir des commissions scolaires (CS), dont personne ne prend la défense, et pour cause. Même les syndicats ne savent pas sur quel pied danser à ce sujet. Mais, chose certaine, il faut lutter contre leur abolition (« transformation » dit le ministre) à cause de la vision strictement gestionnaire et contre cette fausse idée qu'on va donner aux écoles plus de pouvoir. Les CS sont les moins bien placées pour se défendre, ayant choisi la voie de s'autobureaucratiser et de s'éloigner de la population. Déjà, relancer une réflexion sur l'abolition des CS est nécessaire : la décentralisation qui en résulterait entraînerait une énorme perte démocratique et constituerait un danger de plus pour l'équité sociale.

### **L'invasion du numérique**

Il faut aussi étudier cette vague de l'imposition du numérique en éducation, la vision ratatinée de l'éducation qui la sous-tend et les effets psychosociaux qu'elle a, afin d'agir. Le numérique peut devenir une cause, un accélérateur de ce que nous décrivons... nous serons coincés par ce que le gouvernement va faire demain (1,2 milliard pour

développer la compétence numérique de la maternelle à l'université) ! Se préoccuper du lobbying d'Apple, y compris dans la recherche en éducation.

### **La non-équité scolaire**

Si on ne peut pas combattre l'expansion fulgurante des projets particuliers (c'est déjà la deuxième phase de consultation à la CSDM), car ce serait une lutte d'arrière-garde et perdue d'avance, il faut développer un discours cohérent là-dessus comme il faut néanmoins alimenter le débat sur la pertinence de l'école privée. Déconstruire le discours à ce sujet, demander des comptes (voir la synthèse de l'atelier 1) et réfléchir à l'apport éducatif des différents types de programmes, de profils, d'options qui existent.

### **Autres sujets de préoccupations**

Ne pas oublier d'intervenir à propos de l'Institut national d'excellence, qui va arriver bientôt, il faut un discours critique solide là-dessus.

Les négociations de conventions collectives s'en viennent, ça va interpeller la gestion par les résultats dans la fonction publique et parapublique !

-----

### **Florilèges de citations**

Apprendre, c'est d'abord apprendre à penser.

Faire apprendre implique de développer le sens de l'effort, la curiosité, la pensée critique.

Une société mutilante crée des gens mutilés.

L'enseignement à la minute tue l'élan.

Transmettre l'Homme au petit de l'Homme. (Pierre Foglia)

Si la langue est pauvre, c'est que la culture l'est. (Guy Rocher)

On est né pour le bonheur (M. Chartrand) ; cela ne veut pas dire que chaque humain doit chercher d'abord et avant tout son bonheur, sa jouissance personnelle (hédonisme).

Le système d'éducation est en ruines.

Aujourd'hui, selon les dirigeants politiques et administratifs, le but de l'éducation, c'est le diplôme. Pour nous, c'est de contribuer à former des humains heureux, solidaires et responsables.

**DEBOUT**   
**POUR L'ÉCOLE!**